LA CROIX

jeudi 7 mars 2024 — Quotidien n° 42864 —2,90 €

Monde
L'Irlande, une terre d'accueil à l'asile fragile *P. 4-5*

France
Accompagner un proche dans la mort, cela s'apprend *P. 8*

Livres&idées
Avec Mathieu Belezi, une certaine idée de la France *P. 21 à 26*

Mode, du jetable au durable

Une proposition de loi visant à encadrer la mode ultra-rapide va être débattue ce jeudi 7 mars à l'Assemblée nationale

P. 2-3

Tony Cenicola/NYT/Redux/Réa

bayard

Annonces légales p. 20
Depuis 1883 – ISSN/0242-6056. – Imprimé en France : 2,90 € ; DOM : 3,80 €
Belgique : 3,10 € ; Luxembourg : 3,10 €; Italie (Rome) : 3,80 € ; Maroc : 39 MAD

M 00140 - 307 - F: 2,90 €

éditorial
Arnaud Alibert

Migration

La question de l'immigration ne peut plus rester sans une réponse politique digne et coordonnée *P. 4-5*

Avec 380 000 entrées irrégulières en Europe en 2023 selon l'agence européenne Frontex, la poussée migratoire n'est pas une illusion. Drame dans le drame, plus les pays d'immigration se protègent par des dispositifs dissuasifs, plus les risques pris sont grands. Ainsi, la traversée de la Manche se fait aujourd'hui majoritairement par bateau, avec le bilan qu'on connaît : déjà sept décès dans la Manche depuis janvier, contre 12 sur toute l'année 2023.

Et pour les survivants, l'histoire ressemble de moins en moins à leur rêve. Car, même dans des pays de grande tradition d'accueil, la bienveillance s'émousse, comme à Drogheda, ville irlandaise moyenne au nord de Dublin. Réunis à Bucarest, les partis de la droite européenne (PPE) viennent d'adopter un texte mettant en avant la solution du pays tiers, hors Europe, où seraient transférés les candidats à l'entrée dans l'UE. Une solution déjà mise en place entre l'Italie et l'Albanie. Une solution qui, à l'évidence, n'en est pas une puisqu'elle ne fait que détourner la migration et participe à une culture du « rebut » comme le dénonce le pape François depuis plus d'une décennie.

À Bruxelles, on plaide pour une plus grande solidarité entre pays membres. Mais au niveau des populations locales, c'est un appel à davantage de fermeté qui se fait de plus en plus entendre, dans un souci de préserver une identité nationale ou régionale perçue comme menacée. Or, puisque la politique migratoire est une compétence partagée entre les États et l'UE, c'est vers un plus grand engagement européen qu'il faudrait aller. Et ce n'est certes pas le climat politique actuel, exacerbé par les prochaines élections européennes, qui est le plus propice à résoudre cette équation.